

Communiqué de presse

21 mai 2025

L'évolution rapide de l'environnement géopolitique pourrait mettre à l'épreuve la stabilité financière de la zone euro

- Les changements d'orientation de la politique commerciale mondiale augmentent fortement l'incertitude, entraînant d'importants pics de volatilité sur les marchés financiers
- Les valorisations tendues et le faible niveau des coussins de liquidités non bancaires rendent les marchés financiers vulnérables à de nouveaux chocs
- L'intensification des tensions commerciales pourrait avoir un impact négatif sur les entreprises et les ménages de la zone euro, entraînant un risque de crédit pour les banques et les non-banques
- Les finances publiques pourraient être affectées négativement par l'augmentation des dépenses de défense, même s'il n'est pas exclu que cela stimule la croissance.

[Selon la Revue de stabilité financière de mai 2025](#), publiée aujourd'hui par la Banque centrale européenne (BCE), la forte hausse de l'incertitude entourant les politiques en matière de commerce mondial, de défense, de coopération internationale et de réglementation pourrait représenter un défi pour la stabilité financière. Les modifications et les inversions fréquentes de la politique en matière de droits de douane, ainsi que les changements significatifs de l'environnement géopolitique, pourraient avoir des impacts économiques et financiers majeurs. Si les déséquilibres macroéconomiques mondiaux demeurent un problème de longue date dans le débat politique, rien n'indique clairement que les droits de douane constituent le meilleur instrument pour y remédier.

« L'augmentation des frictions commerciales et les risques à la baisse qui en résultent pour la croissance économique pèsent sur les perspectives de stabilité financière », a déclaré Luis de Guindos, vice-président de la BCE.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

L'augmentation significative de l'incertitude relative à la politique commerciale et des frictions commerciales a entraîné une forte hausse de la volatilité sur les marchés financiers et a accentué le risque d'un ralentissement économique.

Les marchés financiers dans le monde entier ont procédé à des cessions massives à une vitesse inquiétante début avril, et les conditions financières se sont nettement durcies. Si les actifs risqués ont entièrement effacé leurs pertes initiales à mi-mai, les marchés restent très sensibles aux nouvelles concernant les droits de douane. En particulier, les marchés boursiers demeurent vulnérables à des ajustements soudains et brutaux, en raison des valorisations toujours élevées et des inquiétudes persistantes concernant les concentrations de risques. Dans un environnement de volatilité accrue sur les marchés, les faiblesses des non-banques de la zone euro en matière de liquidité et d'effet de levier pourraient se révéler, accentuant les chocs sur les marchés.

Les entreprises et les ménages de la zone euro ont vu leurs bilans s'améliorer ces dernières années, mais les tensions commerciales et les perspectives de croissance plus faibles laissent présager des difficultés à l'avenir. La zone euro est une économie très ouverte, et les frictions commerciales affecteront les entreprises qui dépendent du commerce extérieur, avec des répercussions potentielles sur les ménages si les vulnérabilités des entreprises liées au commerce sont mises en évidence et entraînent des licenciements. Dans un tel environnement, l'exposition au risque de crédit pourrait augmenter pour les banques et les non-banques de la zone euro, même si la capacité des banques à absorber une nouvelle détérioration de la qualité des actifs devrait être soutenue par une forte rentabilité et d'importants coussins de liquidité et de fonds propres.

Si les ratios dette souveraine/PIB dans la zone euro ont nettement diminué après avoir fortement augmenté au cours de la pandémie, les fondamentaux budgétaires restent fragiles dans certains pays. Les plans de hausse des dépenses de défense sont susceptibles de stimuler la croissance économique s'ils sont axés sur l'investissement productif, mais ils pourraient également comporter des risques compte tenu des besoins d'émission plus élevés dans un contexte d'augmentation des coûts de financement. Cette hausse des dépenses de défense, associée à une croissance plus faible et à d'autres défis structurels, tels que ceux posés par le changement climatique, la numérisation et le vieillissement de la population, pourrait aggraver les situations budgétaires déjà tendues de certains gouvernements de la zone euro.

Dans l'environnement actuel macro-financier et de politique économique hautement incertain, il est essentiel de préserver et de renforcer la résilience du système financier. Dans ce contexte, les autorités macroprudentielles devraient maintenir les exigences existantes en matière de coussins de fonds propres et les mesures relatives aux emprunteurs afin de garantir des critères d'octroi sains. En outre, la part de marché et l'interconnexion croissantes des non-banques nécessitent un vaste

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.bankingsupervision.europa.eu

ensemble de mesures qui renforceront la résilience du secteur de l'intermédiation financière non bancaire. Une telle résilience de l'ensemble du secteur permettrait également de progresser sur la voie de l'intégration des marchés de capitaux de la zone euro.

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Ettore Fanciulli](#)
au : +49 69 1344 95012.**